

1^{er} MAI ANARCHISTE 1995
Paris - 10 h - place des Fêtes (19^e arr.)
Bruxelles - 13 h - Centre libertaire (65, rue du Midi)

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

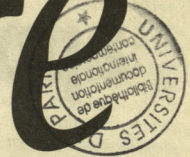
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

13 AU 19 AVRIL 1995

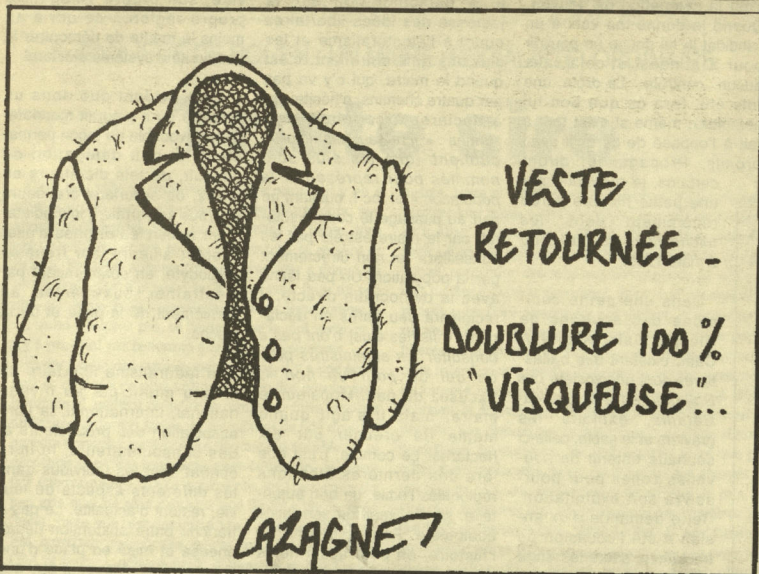
N° 995

10,00 F



Election présidentielle (J -10)

LES DIVERS CALIBRES DU TIR AUX PIGEONS



- VESTE
RETOURNÉE -
DOUBLURE 100 %
"VISQUEUSE"...

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE vous appelle à ne pas voter. Cela ne veut pas dire que ses militants se désintéressent — et vous invitent à vous désintéresser — de ce que peuvent signifier les événements provoqués par ce rendez-vous spécifique des institutions bonapartistes de la V^e République que constitue l'élection du président au suffrage universel.

Ces significations ne sautent pas aux yeux, pour la plupart. Il faut aller les chercher sous le superficiel,

sous la poudre aux yeux, derrière les rodonnades et les coups tordus.

Si les précautions prises pour éviter la prolifération des candidats — qui attenterait au « sérieux » de la célébration — nous privent de quelques facétieux volontaires ou inconscients et des ratons-laveurs, elle n'empêche pas que quelques « figures » officielles nous font doucement rigoler, par-ci par-là, mais ce n'est pas le plus important.

Il y a d'abord les candidats à la candidature qui cherchent à se présenter soit pour faire parler d'eux, soit pour essayer de nous intéresser à leur discours préféré, quand ce n'est pas à leur dada, comme un certain Laroutrou et sa

semaine de quatre jours. A quand la semaine des quatre jeudis ?

L'effacement de Jean-François Hory, soutenu par Bernard Tapie, nous frustrera d'une incarnation de la fable de l'aveugle et du paralytique.

Les petits pieds

Nous serons privés du boy-scout Waechter, mais avec Voynet on commence à sentir quelque résistance sous la dent. Selon l'habitude des écolos, elle truke. Pas seulement pour se sentir à l'aise avec les « grands », mais fondamentalement parce que la confusion sciemment entretenue entre « écologisme », qui

relève de l'idéologie, et « écologie », qui est une discipline scientifique (et donc ne « dit pas le bien et le mal »), constitue l'assise de son fonds de commerce. Pour éviter d'affronter le capitalisme, elle biaise en « dénonçant la société de profit » et nous propose implicitement (mais c'est une conséquence implacable de son « projet ») une société totalitaire de plus grande pénurie, c'est-à-dire de plus de fric pour quelques uns et de plus de flics pour tous les autres. Où donc est la lutte des classes là-dedans ?

Jacques Cheminade, ancien secrétaire général du Parti ouvrier européen se réclamant de Marc Sangnier et de Jacques Maritain, dénonce le capitalisme financier que la doctrine sociale de l'Eglise distingue du capitalisme « producteur », comme si l'un pouvait être dissocié de l'autre. Pour faire bon poids, il ajoute Jaurès sur son drapeau. Si nous l'écoutons avec attention nous pourrions constater le caractère fascistoïde de son solidarisme.

Arlette Laguiller va peut-être voir sa pointure augmenter un peu, si les sondages sont significatifs (ce qui n'est pas sûr) à ce niveau. Elle cause plutôt bonne sœur, et même bonne sœur marxiste, ce qui n'est pas pour nous enthousiasmer. Reconnaissons qu'elle est la seule du plateau de ce « chaubize » à constater que ce n'est pas en demeurant en société capitaliste qu'on vaincra le chômage et ses conséquences, ce qui la fait traiter de ringarde par tous les valets du capital. Bien entendu elle continue de préconiser les solutions marxistes, c'est-à-dire la prise du pouvoir d'Etat pour transformer la société. Et c'est en cela qu'elle est vraiment ringarde. Même si nous, anarchistes, n'en avons pas besoin

parce que nos prédécesseurs avaient fait l'analyse correcte (encore aujourd'hui) il y a un siècle, Arlette Laguiller ne tient aucun compte des expériences du XX^e siècle, qui ont toutes confirmé que la prise du pouvoir d'Etat, même à l'occasion d'un processus révolutionnaire, ne conduit qu'à la constitution d'une nouvelle classe dirigeante. Pas plus chaleureuse que celle qu'elle a remplacé.

Ces expériences et l'état actuel de la société ont donc confirmé la validité de l'affirmation de Bakounine : « La liberté sans le socialisme c'est la misère, le socialisme sans la liberté c'est la caserne ». Avec conviction, persévérance et ténacité, Arlette continue de foncer allègrement dans le mur.

Les moyennes pointures

Le chouan Philippe de Villiers risque d'être de trop dans ce sous-ensemble. Il ne ménage pourtant pas ses efforts pour rameuter les suffrages de tous ceux qui préconisent encore les « valeurs » (boursières ?) les plus éculées, au point qu'on pourrait le prendre pour un Martien candide qui aurait emprunté par erreur un sens interdit interplanétaire et se croirait ailleurs. Mais on dirait que ça ne marche pas. C'est peut-être sa voix mal posée qui le trahit. L'audiovisuel est sans pitié. Quoi qu'il en soit, il va affaiblir le score de Le Pen et, même s'il ne le sait pas, c'est d'abord pour cela qu'il est candidat.

Le tonitruant Jean-Marie Le Pen ne souffre pas d'un handicap vocal. Nous avons tous vérifié, n'est-ce pas ?, qu'il n'est pas xénophobe, ni raciste, ni même antisémite, mais ce ne sont

(suite p. 3)

T 2137 - 995 - 10,00 F



FOP 2520

SAINT-AUBIN-LE CAUF (SEINE-MARITIME)

Quand les manœuvres d'un maire apportent de l'eau au moulin abstentionniste

C'EST QUI DIFFÉRENCIE le mouvement anarchiste de tous les autres mouvements ou organisations politiques, c'est son refus de participer au jeu politique électoral. De l'extrême gauche, qui n'en finit pas de se compter depuis Mai 68 pour voir si elle passe de 2,60 à 3,04%, estimant les dizaines d'années qu'il faudrait pour décrocher les fameux 50,01%, en passant par les apôtres du sacrifice perpétuel balladurien, les croqueurs de pommes chiraquiens, qui rêvent d'un proche paradis élyséen, ou les communistes qui nous en remettent une couche sur le portrait de Marx, à chaque échéance électorale, pour tenter de nous faire croire à la nouveauté de leur peinture vieillotte, sans oublier les sociaux, avec qui c'est clair puisqu'on les a déjà vus à l'œuvre, ainsi que les tristes nationaux, vrais rois de l'escroquerie dont le président milliardaire n'hésite pas à se dire « Le Peuple »... tous, tous sans

exception, n'ont qu'une idée : faire passer l'électeur dans l'isolement, accessoire indispensable à leur tout de passe-passe politique. N'hésitant pas pour cela à promettre à cet électeur la semaine de 37 heures (pourquoi pas 35 un quart ou 29 et demi ?), l'augmentation de son salaire ou la taxation des grosses fortunes, voire du Capital pour les plus hardis, cela en pensant à la tête de veau vinaigrette ou aux pieds paquets que les politiciens digèrent laborieusement. Les méchantes langues diraient, communément, que pour cela « ils s'entendent comme les cinq doigts de la main », et les adeptes d'un vocabulaire plus jeune diraient : « comme élus et promoteurs devisant sur le montant d'une fausse facture ».

Pas un, on s'en douterait, ne pose la vraie question : mais est-ce que cela va vraiment changer quelque chose ? Y a-t-il d'autres moyens pour faire bouger la société ? L'appel aux élections,

au suffrage universel, reste le crédo. Ces braves gens, si soucieux du bonheur du peuple, ne s'interrogent d'ailleurs pas sur la désaffection croissante qu'engendre le système, à l'heure où l'abstention gagne du terrain et mine leur fonds de commerce.

Mais que veulent les anarchistes ?

Les anarchistes, qui, comme tout un chacun, ont dans leur vie courante à émettre des avis, ne sont pas hostiles par principe au vote... quand celui-ci est utilisé pour émettre un avis. Ce qu'ils refusent dans le jeu électoral, c'est la délégation de pouvoir. Quand je donne ma voix à un candidat je lui donne un pouvoir pour X années, et cela sans aucun contrôle. Le drôle, une fois élu, fera ce que bon lui semblera, même si c'est tout à fait à l'opposé de ce qu'il avait promis. Propagande, diront certains, je répondrai par une petite histoire parue récemment dans *les Informations dieppaises* du 3 mars 1995.

Dans une petite commune des environs de Dieppe, Saint-Aubin-le-Cauf, existent des ballastières dont une société *Les Ballastières d'Arques-la-Bataille*, exploite les graviers et le sable, celle-ci souhaite obtenir de nouvelles zones pour poursuivre son exploitation. Cette demande d'extension a été l'occasion de tractations secrètes entre le maire, Monsieur Pajot, et le directeur. Ces diverses tractations et concilia-

bules sont restés cependant inconnus de l'ensemble des concitoyens jusqu'à l'ouverture d'une enquête d'utilité publique. Un peu choquée par le procédé qui met les habitants devant le fait accompli, alors que leur environnement risque de se voir singulièrement modifié, une partie de la population a créé l'Association de défense et de sauvegarde de deux vallées Varenne et Béthune. Ses membres dénoncent le danger écologique de cette extension et les nuisances qui en résulteront.

Chose aujourd'hui d'une banalité fréquente que celle de citoyens d'une commune s'opposant à son ou ses élus, c'est vrai. Mais la chose tourne à la démonstration sur la justesse des idées libertaires quant à l'électoratisme et les illusions qu'il entretient, c'est quand le maire, qui n'y va pas par quatre chemins, n'hésite pas à déclarer à certaines personnes : « *Il ne faut pas qu'elles oublient que les élus sont nommés pour représenter la population* » et toc !, oubliant un peu au passage le code électoral, car le maire est élu par les conseillers et non directement par la population. Un peu fâché avec la démocratie directe, il récidera peu après en déclarant : « *Ils [les élus] n'ont pas à consulter les administrés pour un oui ou pour un non* ». Excusez du peu, Monsieur le maire, mais il s'agit quand même de creuser sur dix hectares. Le comble, c'est que lors des dernières élections régionales l'édile, un brin autoritaire, se réclamait de sensibilité écologiste. Pour la beauté de l'histoire, on peut aussi hélas soupçonner le directeur des ballastières de n'avoir, lui aussi, qu'un rapport très ténu avec la démocratie directe et le rôle du citoyen dans le choix de son cadre de vie, puisqu'il déclarait : « *Ce projet ne laissait pas présager qu'il y aurait ensuite autant de problèmes du côté de la population...* » On creuse des trous partout, s'il faut en plus les tenir au courant et leur dire pourquoi...

Il n'y a plus qu'à tirer le rideau ! Et vous voudriez qu'on se prête toujours et encore à ce jeu où l'électeur est forcément le

perdant ou le cocu de l'histoire ! Les années mitterrandiennes nous ont pourtant donné là-dessus une belle leçon quant à la façon de faire tout l'opposé de ce qu'on avait fait espérer. Dans notre historiote rurale, il ne s'agit heureusement que du maire d'une commune de 747 habitants... Bonjour les dégâts si c'est un député, un conseiller régional ou un ministre, dont le pouvoir n'est en rien comparable, qui se met à avoir un tel comportement, tout en restant dans la plus parfaite légalité. Le cas ne relève hélas pas de l'exception. En cherchant un peu, chaque lecteur trouvera un exemple encore plus flagrant, sinon plus drôle, dans sa propre ville, son propre village, sa propre région... ce qui a au moins le mérite de démontrer la perversité d'un système électoral.

Il est évident que dans un système où il y aurait mandatement révocable de façon permanente et non délégation de pouvoir, de tels dictateurs en herbe, de si féroces creuseurs de trous se verraient immédiatement remerciés et priés d'aller exercer ailleurs leur frénésie troglodyte, en commençant par s'entraîner eux-mêmes au maniement de la pelle et de la pioche.

Le fédéralisme libertaire du niveau municipal au niveau national, international, la libre association des producteurs et des consommateurs, le libre contrat liant les individus dans les différents aspects de leur vie, restent d'actualité. Le pas à franchir entre abstention dédaigneuse et mise en place d'une autre société n'est peut-être pas si énorme qu'on voudrait nous le faire croire. ♦

D. KAPAN
(gr. Clément-Duval - Dieppe)

N.B. : pour joindre le groupe Clément-Duval de la FA, écrivez à : **APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.**

Vente du *Monde libertaire* à Dieppe : le samedi, de 10 h 30 à 12 h, sur le marché de la **place Nationale.**

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

(suite e
là que
toutefo
tance
mère
vraime
Le Pen
Sa for
Franç
premier
respect
d'un d
minim
Mitterr
le néce
des té
étaient
diabie
Avec d'
ont tou
point e
certain
sur la t
bouquet
côtoyer.
fonction
la coter
Après
temps
se mett
du disc
de Le P
années
libérial
FN, d
Stirbois
du « pa
détermi
Depuis

C'est u
tant d'a
quartier
ses imm
l'ennui.
ne s'inve
plus gai.
vie qu'on
n'y a pou
Et dans
tout ce q
(ordinaire
difficulté
parents s
débatten
fois épou
peu gris
(hélas, ju
FM, éme
CSA et t
camarade
élaborer
trottoirs,
Ben jus
eu un hic
service d
par les g
trop souv
question I
Officiel
pau, on
d'expressi
dames el
assez bien
le maire
badine pe
lorsqu'il r
tent des

Les divers calibres du tir aux pigeons

(suite de la « une »)

là que des... détails. On pourrait toutefois se demander, vu son insistance à déclarer qu'il préfère sa mère à celle des autres, s'il a vraiment surmonté son cédipe.

Le Pen a une fonction et des projets. Sa fonction a été définie par François Mitterrand au début du premier septennat. Tout dieu qui se respecte a besoin d'un diable. Pas d'un diable groupusculaire qui minimiserait son dieu. Alors, Mitterrand et son entourage ont fait le nécessaire, notamment auprès des télévisions qui à l'époque étaient toutes d'Etat, pour que le diable prenne l'ampleur nécessaire. Avec d'autant plus de plaisir qu'ils ont tous deux au moins un autre point en commun : une tendresse certaine pour l'ex-maréchal Pétain, sur la tombe duquel il arrivait aux bouquets de l'un et de l'autre de se côtoyer. Le diable a bien rempli sa fonction et a fait gagner des voix à la coterie mitterrandienne.

Après avoir « laissé du temps au temps », les projets commencent à se mettre en place. Souvenez-vous du discours en économie politique de Le Pen il y a encore quelques années : défense sans bavure du libéralisme. La fraction fasciste du FN, dirigée notamment par Stirbois, faisait les gros dos. La mort du « patron » n'a pas entamé la détermination de ses successeurs. Depuis plusieurs mois, les discours

en économie politique de Le Pen a changé. Aujourd'hui, il ne craint pas d'attaquer de front l'économie libérale. Toujours et plus que jamais nationaliste, il commence à vouloir « moraliser » le capitalisme sans le détruire. C'est la voie mussolinienne. Il semble que Le Pen a choisi maintenant de s'appuyer sur la fraction fasciste du FN.

Pour les ex-staliniens plus ou moins bien déstalinisés, la leçon donnée en 1969 par le « bon gros » Jacques Duclos n'a pas été oubliée. La ligne est à la bonhomie, jouée avec talent par Robert Hue. L'habitude lui permet peut-être de s'y reconnaître entre les critiques pas tout à fait refondateurs, les refondateurs pas tout à fait critiques, les partisans de la recombposition sans refondation... La politique « de la main tendue aux chrétiens » est, entre autres, une des causes de l'état actuel du PCF. Mais comme il faut bien se faire pardonner d'avoir été staliniens plus longtemps que les autres, on marche la main dans la main avec l'abbé Pierre et « leurseigneur » Gaillot. Beurk ! A l'occasion, on soutient une grève et même toutes les grèves, mais de l'analyse de classe ultra-dogmatique d'il y a quarante ans on est passé à plus d'analyse de classe du tout. Place du Colonel-Fabien, la sortie du capitalisme vers le socialisme n'est

plus au fond du couloir à gauche. Et entre les deux tours, on dira qu'on appelle à voter Jospin, éventuellement, même si on fait faire le contraire par l'appareil, comme en 1981.

Les trois citoyens ci-dessus se sont déclarés contre les accords de Maastricht, mais qu'en sera-t-il au second tour ?

Les gros sabots

La grande bourgeoisie française fait comme si elle n'était pas homogène en jouant trois chevaux ; mais c'est le tiercé gagnant dans n'importe quel ordre, aussi l'homogénéité se retrouve au bout du compte, puisqu'il s'agit de couvrir le mieux possible le champ électoral afin de pouvoir compter sur un élu de bonne compagnie, qu'elles que soient les caractéristiques secondaires.

La stature la plus classique s'incarne dans Edouard Balladur. La question n'est pas de savoir si on le prendrait en stop en pleine nuit : quand il fait du stop, il tombe sur une dame en Mercedes. Il y en a, comme ça, qui sont nés dans la soie et qui continuent sans scrupule. Et, comme par hasard, il a fréquenté, environ une décennie plus tard, la même pension cléricale pour étudiants, rue de Vaugirard, que le François

Mitterrand anti-métèques des jeunes années. Balladur se souvient donc — et le dit — d'avoir été séduit par la doctrine sociale de l'Eglise, ce qui le conduit logiquement à être le candidat objectif de l'UDF et particulièrement du CDS. Il est chargé d'attirer sur son nom tous ceux qui se reconnaissent dans le conformisme strict, qu'ils qualifient de modéré pour ne pas se démarquer du consensus mou. Pasqua pouvant, lorsque ce sera nécessaire, servir de passerelle avec l'électorat lepéniste. Pour le moins, ce sont les chiraquiens qui le prétendent discrètement.

Chirac se présente comme le bon républicain réformateur, connaissant aussi bien la France profonde et rurale que l'urbanisation moderne. Pour figurer le décor, il décoche quelques flèches sur ses frères énarques. Un surdoué qui a réussi à faire oublier les vieilles rancunes à Chaban et à Giscard. Il les avait pourtant coulés, l'un après l'autre, en 1974 et 1981. Le premier lui apporte l'onction gaulliste, le second lui accorde la bénédiction européenne. Un foutu neud de vipères qui donne à croire que Chirac aime vivre dangereusement. Il faut, certes, faire rêver l'électeur ; mais l'Europe, c'est Maastricht, et le gaullisme, c'est l'association capital-travail assez proche, quand on y regarde, de la charte du travail.

Reste Jospin, le candidat de la fausse gauche (si le mot a toujours un sens, tellement ils l'ont dévoyé). Des trois candidats « sérieux », c'est celui auquel s'applique le mieux la boutade cynique de Pasqua : « Les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient ». Car Jospin n'a pas plus de raisons que François Mitterrand de tenir ses engagements envers les exploités. Son rôle est de les canaliser au plus près des objectifs chers à la fraction de son gourou Delors, militant d'action catholique de toujours.

Le comportement politique de Jacques Delors approche du chef-d'œuvre. Après avoir, pendant dix ans, consolidé les fondations de l'Europe vaticane, il pouvait envisager sérieusement de s'installer à l'Elysée. Mais ils ont estimé que l'exposer en première ligne aurait desservi leurs intérêts : mieux vaut demeurer éminence grise, car on a les avantages concrets du pouvoir sans les inconvénients. Jospin, c'est « Delors, le retour » et s'il échoue, ce ne sera que partie remise. En presque deux millénaires, ils ont appris à être patients.

Cet inventaire confirme la position de la Fédération anarchiste : la sortie du chômage et de la misère, c'est-à-dire du capitalisme, ne se trouve pas dans l'impasse des urnes. ♦

MARC PRÉVÔTEL

BANLIEUE DE ROUEN : UN MAIRE (SOCIALISTE) ORDINAIRE

Triste sire

C'est une ville de banlieue ouvrière comme il y en a tant d'autres, avec son coin village d'autrefois, son quartier résidentiel, mais aussi ses cités de béton, tous ses immeubles et ses tours qui suintent la misère et l'ennui. Des cités tellement grises qu'on leur a donné (ça ne s'invente pas) des noms de couleurs pour faire un peu plus gai. Ainsi, l'une s'appelle la cité rose. Rose comme la vie qu'on n'y mène pas, et l'autre, c'est la cité verte, et il n'y a pourtant pas beaucoup d'arbres ni de pelouses...

Et dans cette cité verte si mal nommée, il y a une école, tout ce qu'il y a de plus ordinaire, avec des enseignants (ordinaires), qui font ce qu'ils peuvent pour faire face aux difficultés de toutes sortes de ces mêmes de cité dont les parents survivent parfois dans une mouise terrible ou se débattent dans des conditions socio-culturelles quelquefois épouvantables. Alors, pour sortir du train-train un peu gris quoi de plus chouette que de faire de la radio (hélas, juste une semaine), une vraie radio sur la bande FM, émettant pour de vrai sur la ville (avec l'accord du CSA et tout...), grâce à l'aide d'animateurs des Francs camarades. Réaliser des émissions, mener des enquêtes, élaborer des questionnaires, sortir faire des micro-trottoirs, bâtir des interviews...

Ben justement, question enquêtes et interviews, il y a eu un hic ! Les enfants voulaient interroger les dames de service de l'école. Bonne idée, non ? et reconnaissance par les gosses de tout ce qu'on doit à un personnel d'école trop souvent et injustement oublié. Et bien non ! Pas question ! Monsieur le maire (socialiste, si, si) a dit non !

Officiellement, les fonctionnaires, fussent-ils municipaux, ont un devoir de réserve (bonjour la liberté d'expression), et en plus vous n'y pensez pas, ces pauvres dames elles s'expriment mal, elles ne parleraient pas assez bien pour une radio scolaire. On sent que Monsieur le maire est l'ancien recteur de l'académie et qu'il ne badine pas avec la pédagogie ! Il se raconte même que lorsqu'il reçoit des lettres ou des demandes qui lui remettent des délégations de personnel concernant, entre

autres, leurs revendications, il prend un malin plaisir à corriger leur prose sous leurs yeux ! Ces vilains n'avaient qu'à aller un peu plus à l'école, ils feraient moins de fautes d'orthographe. Cette attitude hautaine en dit long sur sa conception des relations humaines et on voit qu'il sait mettre à l'aise le personnel, qu'en vrai pédagogue, il réussit à lui faire comprendre qui détient le savoir (et le pouvoir). Plus prosaïquement, c'est la peur de la parole libérée et la trouille de l'expression libre qui motivent cette interdiction imbécile. Peut-être que le « petit personnel » ne raconte aux enfants (et aux auditeurs par la même occasion) la dégradation de leurs conditions de travail, la pression des chefs, le fait qu'au nom d'une rigueur budgétaire on supprime les postes utiles alors que par ailleurs on embauche (pour les copains) des chargés de mission de ceci, des responsables de cabinet de cela, en gros des sinécures, et qu'on remplace les titulaires par des CES payés au rabais. Voilà ce dont il a la trouille : que les enfants et les auditeurs puissent ne pas avoir une image positive de la réalité, qu'ils ne voient plus en Monsieur le maire un bon père pour eux et les habitants qui lui sont si dévoués... Monsieur le maire qui fait tant de choses pour leur école et leur ville. Que de mépris pour les gens simples, de la part de ce socialiste censé les défendre. Avec Jospin et les socialistes, c'est clair : il n'y a rien à attendre d'eux.

En conclusion, précisons que si le personnel de service n'a pas eu droit à l'honneur de passer à la radio, le maire, lui, est prêt à venir causer dans le poste. On sent que les élections municipales approchent... Les chefs de services de la mairie, eux aussi, auront le droit de venir au micro si les enfants ont des questions à leur poser. Un cadre, ça s'exprime tellement mieux qu'une femme de ménage... Quant à la ville où règne ce triste sire, êtes-vous sûrs qu'il n'y en a qu'une ? Combien de noms pourrait-on mettre dessus ? ♦

ERIC (gr. de Rouen)

N.B. : FA c/o CES, BP 4202, 76723 Rouen cedex.

A LA PETITE SEMAINE

Anniversaire

Il y a cinquante ans, après une longue tragédie guerrière qui succédait à la « der des ders », une petite centaine de militants ayant survécu diversement à la boucherie se réunissaient dès les premiers mois de l'année 1945, à Paris, pour établir dans la douleur les fondations sur lesquelles devait reposer dès lors la Fédération anarchiste d'après-guerre.

Construction branlante, résultat d'un fragile équilibre entre partisans d'une vaste bicoque accueillante et adeptes d'une bâtisse charpentée mais aux portes étroites, elle tint debout avant d'être saccagée puis détruite, huit ans plus tard, par une poignée de salopards médiocres aux ordres d'un gourou mythomane.

Pour bâtir dans des conditions difficiles cette première maison, reconstruite après la sinistre dérive politicienne de 1950-53, il y avait là les frères Lapeyre, de Bordeaux, Voline, Charles et Maurice Laisant, Suzy Chevet, Louis Louvet, Gilliane Berneri, Henri Bouyé, Georges Vincey, Arru, Oriol, Maurice Joyeux et d'autres.

Un demi-siècle plus tard, qu'hommage soit rendu à leur ténacité et à leur sens du compromis et de la tolérance sans lequel il n'est pas de maison commune. ♦

FLORÉAL

Erratum : un « bourdon » a rendu incompréhensible une partie du précédent *A la petite semaine*. Il fallait lire : « Pour l'aider à souffler ces cent bougies, son plus proche parent, Louis Viannet, ultime descendant d'une lignée de charlatans sinistres ayant fait main basse sur la maison de la vieille et dilapidé l'héritage des premières années, viendra poser pour la photo. » Nos excuses.

ALAIN AURENCHÉ

fêtera ses 15 ans de chanson, ainsi que son anniversaire le VENDREDI 21 AVRIL - 22 h 30 au Théâtre de Nesle (M^e Odéon), 75006 Paris. Tél. : 40.31.79.18.

avec W. Anselme, J.-M. Brac, L. Capart, J.-L. Debattice, F. Elkoubi, Pierre-Henri, X. Lacouture, A. Leprest, Y. Mahé, Manu, A. Mirapeu, C. Paccoud, V. Pestel et (au piano) J.-L. Beydon

UNE COLLECTIVITÉ LIBERTAIRE AGRAIRE EN ESPAGNE

Los Arenalejos

Une fondation pour l'écologie sociale

DANS quelques jours, la collectivité Los Arenalejos aura cinq ans, comme projet libertaire et écologiste. Elle est loin d'être adulte, et l'avenir nous dira si elle atteint l'adolescence ou n'en n'est qu'à ses premiers balbutiements avec tous les risques que cela comporte.

Tout commença il y a neuf ans, après un ras-le-bol d'une société, qui pour la réalisation de tout un chacun nous propose la prostitution, la compétition ou bien, comble de l'institutionnalisation tranquille de ses valeurs, l'administration. A l'horizon aucun imaginaire social bien réjouissant. En tout cas rien de bien « pratique » parce que même si les paradis (libertaires ou autres) ne manquent pas, c'est toujours pour le futur, ce non sens, qui n'existe pas et qui, le plus souvent, est écrasé et condamné par le présent. Au bout de trois mois, dans des conditions très dures, nous n'étions plus que six : cinq adultes et un enfant. Puis d'autres enfants arrivèrent. D'abord une petite fille. Joie et beauté en plus. Qu'allait-on leur offrir sur cette « enclave » de quinze hectares ? Nous avions besoin d'une cohérence pour le fonctionnement de rapports que nous voulions égalitaires et harmonieux au sein du groupe, sensibles et biologiques quant à la terre et la nature. Et même si nous avions de bons rapports avec les voisins des villages, cette cohérence n'en serait pas une si elle restait enfermée entre nous-mêmes au milieu de la plus belle des natures et la plus satisfaisante des activités. Nous risquions d'étouffer, de nous croqueveiller. Restait à trouver la charnière qui nous ouvrirait au reste du monde. Après un débat sur un fond de pratique, qui dura trois ans, c'est dans la « tradition » anarchiste que nous trouvâmes le fil conducteur : Kropotkine, Elisée Reclus, les naturalistes libertaires espagnols et

les réalisations collectivistes de 1936-1939 en passant par 1968 pour arriver jusqu'à Murray Bookchin. Notre projet prenait racine et corps : il s'inscrivait, tout comme celui de Comunidad del Sur (Uruguay) dans un parcours communaliste libertaire, partie intégrante du projet d'écologie sociale. Ce n'est pas triste : la difficulté en fait tout son intérêt. Comment créer une contre-culture vivante, riche variée et complexe comme la vie elle-même, si ce n'est en s'enracinant dans le quotidien de façon à préparer les bases pour une société écologique qui ne peut qu'être libertaire ?

Un imaginaire social de libération ne peut plus se nourrir d'une pléthore verbale à l'image du discours politique. Il nous faudra bien dépasser le pamphlétarisme caractéristique du mouvement libertaire si nous voulons séduire, car il n'y a pas de création sans séduction préalable. Le chercheur devra s'étendre dans tous les domaines inter-dépendants, et c'est peut-être celui des relations qui nous ouvrira les portes de la « connaissance ». Car, ce sont bien les relations qui, déterminées par la société, risquent à leur tour de remodeler sa structure. Celle-ci n'étant, somme toute, que la somme et la manière dont s'articulent ces relations.

Kropotkine disait que l'origine de l'exploitation de la nature se trouvait dans l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais cette dernière ne commence-t-elle pas et ne se perpétue-t-elle pas dans la domination de l'enfant par l'adulte ? N'est-ce pas dans l'inconscient (les deux tiers de la personnalité, dit-on) que s'installent les valeurs piliers de cette société par l'organisation de la carence dans l'abondance ? (1) Surtout la notion de propriété, qui est à l'origine de l'agressivité, le nerf de l'économie (guerre) capitaliste.

Ces réflexions, nées de nos difficultés relationnelles in situ avec les nombreux visiteurs et le peu de candidats à l'intégration, nous ont permis de comprendre que le succès d'une révolution, certes indispensable, ne sera pas le fruit, comme d'aucuns l'annoncent d'une façon simpliste, d'un changement des seules macrostructures. De plus, s'il est relativement facile de s'unir contre et autour d'un drapeau, il en va tout autrement de s'unir pour créer. D'où l'indispensable changement parallèle des microstructures psychiques qui déterminent nos comportements. Et c'est sans doute dans la première enfance que se situe la clef de ce changement, d'où l'importance de notre activité culturelle vécue ici à Los Arenalejos en faveur d'une grossesse désirée, d'une naissance à la maison et d'une relation amoureuse sans entrave entre l'enfant et la mère (1 et 2).

Les bases d'un être humain nouveau, avec une infinie confiance dans la vie et ses propres capacités relationnelles étant posées, il nous faut ensuite, avec beaucoup d'attention, apporter les « matériaux » adéquats, les plus riches et les plus variés possible pour qu'il ou elle se construise. C'est tout le but d'une pédagogie libertaire qui s'adresse non seulement à l'enfant mais également à l'adulte, pour apprendre à devenir le plus autonome possible, car c'est aussi grâce à notre capacité créative que nous devenons libres de faire le choix de nos solidarités. C'est ça l'école de la vie.

Voici donc résumées très brièvement huit années de réflexions au milieu d'une activité (trop) intense tous azimuts. Il nous aura fallu huit ans pour restaurer le « cortijo », un ancien moulin à huile d'un étage et d'une surface au sol de 150 m², monter un atelier de céramique avec ses deux tours et un four à gaz de

un mètre. Le tout éclairé par une éolienne et des panneaux solaires. Ces infrastructures sont néanmoins insuffisantes, car nous avons bien compris que si nous voulions vivre ensemble à plusieurs « familles », un espace propre et indépendant pour chaque unité devient indispensable. C'est la fonction des maisons individuelles que nous pensons construire prochainement. Dans ce cas, l'espace commun devient un centre d'accueil, d'hébergement, pédagogique et en même temps un centre productif, la production et la pédagogie se situent également dans cet autre espace commun que sont les terres, avec leurs 1 500 oliviers semi-abandonnés sur onze hectares en sec. Les 250 avocatsiers, manguiers sur trois hectares. Le tout cultivé en agriculture biologique, avec tendance à la permaculture.

Mais nous nous devons d'insister sur le fait que lorsque nous parlons de nos réalisations celles-ci ne sont pas seulement le fruit des six adultes et des trois enfants qui habitent à Los Arenalejos. La Colectividad, ou, suivant notre prochaine dénomination officielle, la « Fundación Los Arenalejos (para la investigación y el desarrollo de la Ecología Social) », c'est aussi un vaste réseau de camarades. Au tout début, nous appuyâmes politiquement parlant l'actuelle CGT, qui s'effaça très vite pour laisser la place à la CNT, grâce à laquelle nous pûmes acquérir un tracteur. Nous restons en collaboration très étroite et continuons d'avoir l'appui direct de nombre de ses affiliés. Nous avons des amis intimes dans l'ex-« Asociación Antipatriarcal », avec lesquels la relation reste intense. Nous pouvons dire sans prétention que nous sommes une référence pour de nombreux groupes libertaires et écologistes d'Espagne. La Fondation, c'est donc les gens qui vivent dans la collectivité, ceux qui

décident dans l'espace dans le cadre des statuts et des normes internes, plus les membres extérieurs impliqués (une vingtaine actuellement) d'une façon ou d'une autre. Sa vocation, comme son nom l'indique, c'est la recherche et la diffusion de l'écologie sociale par tous les moyens possibles et imaginables, le premier étant notre propre pratique. Suivent les stages (3), sur les thèmes des enfants, des relations, de la santé ; le théâtre et la création d'une athénée libertaire au village... le tout inclus et articulé dans une grande cohérence.

La priorité sera donnée à ces activités, mais, parallèlement, nous cherchons une consolidation de la collectivité par l'accroissement progressif de ses membres par une approche et une connaissance mutuelle à partir des activités et non plus seulement de façon idéologique. Nous avons une capacité potentielle d'accueillir et faire vivre de vingt à trente personnes.

Mais nous ne voulons pas en rester là. Notre propos, certes ambitieux, c'est la création d'une communauté de communautés, comme disait Kropotkine, afin de tisser cet indispensable réseau du quotidien libertaire, ce bouillon de culture vivant fait de toutes ces différences qui n'en finissent pas de s'enrichir. C'est peut-être ça que nous avons commencé avec l'école libertaire Bonaventure de l'île d'Oléron. ♦

LOS ARENALEJOS

- (1) *L'anti-Édipe*, G. Deleuze et F. Guattari, éditions de Minuit.
 - (2) *Pourquoi la souffrance ?*, Stettbacher, éditions Aubier.
 - (3) Nous publions une revue trimestrielle, *La Hoja*, où nous évoquons le fruit de nos recherches et racontons nos activités sur place.
- N.B. : Colectividad « Los Arenalejos », lista de correos, Alozaina 29567 (Malaga) Espagne. Tél. : 9.08.05.42.08.

Italie : répression en vallée de la Bormida

Pour des motifs de temps, nous n'avions pas pu vous informer de la lutte décrite ci-dessous. Ce sera maintenant chose faite, étant entendu que nous vous tiendrons au courant des futurs développements de cette affaire.

Les Relations internationales de la FA

Le mercredi 29 mars 1995, ont été jugés au tribunal d'Acqui Terme (province d'Alessandria), pour le délit d'obstruction de la voie publique, vingt habitants de la vallée de la Bormida, parmi lesquels deux camarades d'Alessandria. Les faits remontent à juillet 1988 quand la population de cette vallée, fatiguée de la dictature cancérogène séculaire de l'usine chimique ACNA de Cengio, donna vie à une série de luttes de forme spontanée.

A cette même période, la Coordination autogérée contre les productions de mort, formée par divers groupes et individualités anarchistes, provenant de diverses régions d'Italie et d'ailleurs, organisa un camping autogéré à Bergolo près de Cortemilia,

s'unissant ensuite activement aux luttes des habitants de la vallée. A travers de multiples initiatives (débat, assemblées, comices...), furent proposées des formes de lutte qui sortirent des schémas de la délégation de pouvoir et de l'autoritarisme.

L'action directe et la révolte apparurent comme les armes les plus valables pour stopper l'assassinat chimique de l'ACNA. Une grande partie des habitants exprimèrent, sans trop d'hésitations, leur rage dans des actions incisives, contraignant les autorités à fermer la fabrique pour près d'un mois. Dans les mois qui suivirent, les ateliers ouvrirent de nouveau, provoquant ultérieurement des fuites de dioxine sur le territoire. L'exaspération de la population piémontaise aboutit à de nouvelles actions de lutte, souvent réprimées par de brutales charges de police et de carabinieri, comme dans le cas du siège permanent de l'ACNA, en mai 1989.

Il a donc été décidé de reproposer un second camping autogéré pour le mois de septembre 1989, malgré la bonne réussite de cette nouvelle initiative des compagnons, la rage des

habitants de la vallée se résorba dans les cadres partidaires et autoritaires, grâce à la surnoise activité de quelques secteurs de l'Association pour la renaissance de la vallée de la Bormida. Par la suite, furent organisées, de la part des anarchistes, d'importantes initiatives même au niveau national, comme la manifestation dans Savone, en janvier 1990 ; mais le bouillonnement de la désignation enroba progressivement la volonté de combattre des habitants de la vallée. Actuellement, toujours près de l'ACNA, a été construit un grand incinérateur (Re. Sol), afin de liquider des tonnes de déchets chimiques, lequel entrera prochainement en fusion.

Contre les productions de mort : 10, 100, 1 000 révoltes ! ♦

ANTONIETTA et GUIDO
(traduit d'Umanita Nova n° 10,
du 19 mars 1995)

N.B. : pour tout contact : 19.39.131/70.02.68.

FACE A LA RÉPRESSION DE L'ARMÉE D'OCCUPATION INDONÉSIE...

Solidarité avec le peuple de Timor-Oriental

Selon des nouvelles de la presse officielle elle-même, on vérifie, aujourd'hui, une recrudescence de la répression que le gouvernement nazi-fasciste d'Indonésie est en train d'exercer sur le peuple de Timor. Pour camoufler son action répressive et la rendre plus efficace, le commandement des forces armées indonésiennes stationnées à Timor-Oriental a eu recours à des espèces d'escadrons de la mort, constitués par des traîtres, des mouchards et les éléments du crime organisé — les soi-disant « ninjas ». La répression a pris de telles proportions qu'elle a amené une part non négligeable du peuple de Timor à s'auto-organiser, pour assurer sa défense. A Dili, la capitale, et dans d'autres villes et villages de Timor-Oriental sont nés spontanément des groupes d'autodéfense, qui ont affrontés avec courage et détermination les « ninjas ». Quelques-uns de ces terroristes ont déjà été abattus, malgré les appels en sens contraire de l'évêque de Dili, M. Ximenes Belo.

Comme le démontrent à satiété les appels apaisants de l'évêque de Dili, proférés dans ses homélies, l'action directe du peuple de Timor-Oriental, l'action autonome de ses groupes d'autodéfense, est en train de provoquer de grands soucis à certains politiciens et autorités religieuses, c'est-à-dire, à tous ceux qui, ne voulant pas mettre en question les intérêts mondiaux qui constituent le vrai support de la dictature de Suharto, envisagent la

résistance timoraise uniquement comme un moyen d'exercer une pression sur les nazis indonésiens pour les obliger à passer des accords susceptibles de déboucher sur une illusoire autonomie pour Timor-Oriental et sur une redistribution, dans ce territoire, de sinécures politiques et d'autres privilèges.

Le fait que les « ninjas » disposent maintenant d'un matériel militaire sophistiqué, pour une bonne partie fourni par le démocratique Royaume-Uni, et le fait que les gouvernants indonésiens sont en train d'augmenter sournoisement leur contingent militaire à Timor-Oriental sont de graves indices du fait que non seulement la répression a tendance à augmenter, mais aussi que le gouvernement indonésien se prépare à mettre en œuvre, dans cette ancienne colonie portugaise, encore un de ses monstrueux carnages. A cet effet, le gouvernement indonésien peut compter sur le croissant appui international, visible, par exemple, dans l'aide des Officines générales de matériel aéronautique de l'Etat portugais, dans la susmentionnée aide britannique, dans l'aide militaire allemande et dans le récent hommage que le gouvernement espagnol a rendu à un général indonésien, en raison du fait que celui-ci est un de ses meilleurs clients en matière de marchandise guerrière.

Pour freiner la répression des nazis indonésiens, pour empêcher la continuation du massacre du peuple

timorais, il est de plus en plus pressant que surgisse un vaste mouvement international contre la dictature nazie d'Indonésie, laquelle est en Asie un des grands bastions du soit-disant ordre nouveau, un « ordre » imposé par les centres dirigeants du capitalisme mondial.

Solidarité avec le peuple de Timor-Oriental et ses groupes d'autodéfense ! Mort à tous ceux qui aident la dictature indonésienne ! A bas le capitalisme !

Manifestons-nous, dans les villes européennes et dans d'autres coins du globe, contre les nazis-fascistes indonésiens et ses supporters. ♦

Collectif autonome de jeunes libertaires, Groupe anarchiste Açao Directa - Fédération anarchiste ibérique

N.B. : Les anarchistes de la FAI (Région portugaise), du Centre de culture libertaire de Almada, du SHARP, du groupe anarchiste Povo Em Armas, du Collectif autonome et de l'association Açao Directa proposent au mouvement libertaire international que le 5 mai soit considéré « Journée mondiale de solidarité avec le peuple de Timor-Oriental » et un jour de lutte contre la dictature nazi-fasciste de Suharto.

N.B. : pour tout contact, écrivez à :
— Associação editorial Açao Directa, apartado 1041, 2688 Camarate codex (Portugal) ;
— Centro de cultura libertaria, apartado 40, 2801 Almada codex (Portugal).

UNE IDÉE QUI NOUS VIENDE D'AUSTRALIE

Pour un système de communication anarchiste international par réseau informatique

Une réseau de communications est un système reliant entre eux des micro-ordinateurs personnels de façon à pouvoir répercuter les informations. Il existe différents types de réseaux, celui qui semble le plus adapté à nos besoins, c'est le réseau de type BBS (Bulletin Board Service = messagerie courrier électronique). C'est un système où un ordinateur central peut être relié à un ou plusieurs ordinateurs personnels par une ligne téléphonique. Un BBS a une grande capacité de mémoire ; il peut recevoir des messages, archiver des données, de nombreux logiciels y sont utilisables ; on peut également y stocker des jeux... et s'il y a de nombreuses lignes téléphoniques connectées sur le système, on peut communiquer librement et directement. On peut même envisager que deux ou plusieurs systèmes BBS puissent

être reliés entre eux, constituant un réseau de communications pour permettre le transit de messages. Ces systèmes BBS pourraient être situés soit dans une même ville, soit en des endroits opposés à travers le monde.. Ce qui permettrait aux utilisateurs de communiquer entre eux. Avec comme avantage principal de pouvoir laisser sur le réseau des messages, des textes... si le destinataire est absent, chose impossible par un appel traditionnel. Par exemple, il sera ainsi possible d'appeler un correspondant à Darwin (Australie) et de laisser un message à un autre correspondant à Madrid, et obtenir une réponse le lendemain (suite au décalage horaire qui peut impliquer l'absence physique du destinataire lors de l'arrivée du message). Les informations peuvent être envoyées par un réseau, de façon similaire. Ce que l'on est en train de vous proposer n'est ni plus ni moins que ce que font déjà des groupes ou des collectifs en Australie. Chaque collectif ou groupe intéressé par ce type de réseau doit, de toute façon, se doter d'un micro ordinateur, de préférence IBM ou PC compatibles et d'un modem. Tous les logiciels sont disponibles par l'intermédiaire du réseau, ainsi que l'installation et l'assistance. Idéalement, il faudrait

avoir un groupe dans toutes les villes les plus importantes. Et même ailleurs, pourquoi pas ? Chaque groupe serait responsable des opérations traitées et de l'administration de sa partie de réseau, et collectivement avec les autres groupes de l'ensemble du réseau. Selon la façon d'opérer, les responsabilités peuvent être variées. Le mode de connexion entre les réseaux sera standardisé, mais chaque groupe aura la possibilité de développer son propre mode de connexion. Il sera ainsi possible d'éditer un bulletin d'informations, libre d'accès, pour des correspondants extérieurs au réseau éditeur. Ces BBS (messageries) pourront être ouvertes à tous ou réservées à des utilisateurs autorisés (code d'accès).

Une autre possibilité serait la création d'un réseau visant à avoir un bulletin d'informations à vocation nationale, mais pouvant s'adapter à des lecteurs internationaux. Le matériel serait facilement disponible, logiciels compris, de façon à produire un journal en grande partie automatisé, dans sa conception et sa mise à jour. Ce qui mettrait nos moyens d'information dans une position plus juste et plus concurrentielle par rapport à la presse commerciale, et permettrait

aux gens qui n'ont pas accès aux ordinateurs d'avoir accès à l'information, éditée par le réseau. Une autre chose envisageable, c'est la création d'un regroupement de moyens d'informations qui puissent convenir aux personnes extérieures au milieu de l'information (network) et des médias. Ceci permettrait l'accès au réseau à tous ceux qui n'ont pas accès, habituellement. Eventuellement, on espère que nous ne serons pas uniquement connectés à des collectifs ou groupes australiens, mais à des groupes anarchistes de tous les continents. Des réseaux de communication anarchistes sont déjà opérationnels en Europe, et s'y connecter serait assez facile. Il y a sans doute des groupes anarchistes en Nouvelle-Zélande et en Amérique du Nord avec lesquels nous pouvons nous connecter. En effet, là où il y a des anarchistes et des ordinateurs, nous pouvons nous connecter ensemble. Ceci rendrait beaucoup plus facile le partage et l'échange des idées au niveau international sans être obligé de subir les mensonges de l'information capitaliste. Cela renforcerait la solidarité à l'intérieur du mouvement anarchiste international. Nous avons besoin de travailler conjointement sur les aspects nationaux et internationaux

du réseau d'information. Seulement, à notre niveau, nous n'avons pas les moyens de développer tout seuls ce genre de réseau, même si beaucoup d'informations nous parviennent. Je crois que nous devons avoir, au moins, deux villes australiennes participant déjà à ce réseau avant de nous attaquer à ce réseau international. Ceci augmentera le flux d'informations sans augmenter les coûts en matériel. Les finances pour la construction de ce réseau sont un des éléments à prendre en compte simultanément par rapport aux coûts des communications intercontinentales. Nous aurons besoin, pour réaliser ce projet et assurer son coût de fonctionnement, d'être liés à d'autres groupes intéressés par le même objectif. Dans cette éventualité, il est indispensable de vous mettre en rapport avec nous à l'adresse suivante : Collectif @ NET c/o The Anarchist, PO BOX 322, Albert Street, 4002 Brisbane (Australie). Tél. : The Exchnage BBS : 03-383.3094. ♦

COLLECTIF @ NET
(in The Anarchist)

(repris par Freedom [G.B.]
et par Umanita Nova [Italie],
du 19 mars 1995)

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
« Chroniques rebelles »
samedi 15 avril
12 h 30 - 14 h 30
« Etat démocratique
ou Etat confessionnel ?
Autour du conflit
Israël-Palestine »

De la situation au Chiapas et de la solidarité

L'ARMÉE ZAPATISTE de libération nationale (EZLN) a accepté de rencontrer les représentants du gouvernement mexicain, le dimanche 9 avril, dans la communauté indienne de San Miguel, au Chiapas.

Malgré l'occupation militaire massive du territoire (automitralleuses, blindés, hélicoptères, une armée de 60 000 soldats dont les « troupes d'élite » de la Brigade paracaidiste), le gouvernement mexicain n'a pu écraser les paysans indiens insurgés de l'EZLN.

Depuis plus de cinq siècles, la « civilisation » marchande et industrielle a prospéré par la terreur, la destruction, le pillage et la torture, l'oppression des peuples amérindiens ; depuis plus de cinq siècles, vivre signifie pour eux résister.

« L'armée est ce qu'il y a de plus autoritaire au monde, et aussi de plus absurde », disait, en mai 1994, le *subcomandante* Marcos aux compagnons de la Fédération anarchiste révolutionnaire Amor y Rabia (amour et rage). Le pouvoir mexicain vient d'en donner une nouvelle fois la preuve.

La situation des insurgés et des populations, avec enfants et vieillards, qui les ont accompagnés dans leur repli au fond de la forêt Lacandone est extrêmement difficile. La faim, la soif et la maladie sont meurtrières. Dans tout le Mexique, un grand mouvement de solidarité s'est développé. Des convois sont partis pour le Chiapas avec des vivres et des médicaments. Des milliers de volontaires de la paix s'interposent entre l'armée fédérale et

les paysans insurgés. Une aide internationale s'organise, il faut l'accentuer, la développer en France.

La solidarité avec les opprimés est indispensable, évidente ; il y a cependant différentes façons de l'exprimer, de la pratiquer.

A Paris, les initiatives les plus marquantes ont eu lieu du 17 au 26 mars ; il n'est pas inutile de les faire connaître et, éventuellement, de les discuter. Le 17 mars donc, le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (1) organisait une réunion à l'AGECA qui, malgré une préparation et une information improvisées en quelques jours, fit salle comble.

Après la projection d'un document vidéo d'une heure, *Los Mas Pequeños*, Bobby Castillo, de l'American Indian Movement, porte-parole de Leonard Peltier, parla de la lutte commune des Indiens des deux Amériques. Bobby, Apache des Etats-Unis, est allé au Chiapas, il a rencontré les zapatistes et soutient totalement leur cause, approuvant clairement l'insurrection armée. Il sait de quoi il parle, ayant passé quatorze ans au pénitencier ; son compagnon Leonard Peltier souffre depuis maintenant dix-neuf ans de la « justice » des Blancs qui ont volé leur terre et exterminé leur peuple. La cause des paysans mayas du Chiapas est évidente pour eux, et Bobby Castillo a su la transmettre avec chaleur à la salle. Il s'est cependant trouvé quelques idéologues, dont un sois-disant zapatiste (de l'AZLS, group-

cule parisien sur lequel on reviendra) pour tenter de le contredire et réussir à perturber un moment la réunion.

Le 21 mars, une assistance encore plus nombreuse s'est pressée à un meeting, prévu de longue date il est vrai, organisé à la Bourse du travail, boulevard du Temple, par la campagne contre le FMI « 50 ans, ça suffit ! ». Les choses se passèrent là de façon plus traditionnelle, à l'écoute des discours et des analyses. Mais nous étions surtout venus pour entendre Rosario Ibarra, présidente de la Convention nationale démocratique (CND), qui avait répondu, au Mexique, à l'appel des zapatistes en août 1994 en réunissant 6 000 délégués à Aguascalientes, dans la forêt Lacandone (l'armée mexicaine s'est chargée, depuis le 9 février, de raser toute l'installation construite à cette occasion par les Indiens). Elle rendit un vibrant hommage aux insurgés et demanda à l'assemblée de faire pression sur le pouvoir mexicain pour que cesse l'offensive militaire, pour que la vie des zapatistes et du « sub » Marcos soit sauvée. Son intervention fut longuement applaudie.

Deux jours plus tard, au CIMADE, l'actrice mexicaine Ofelia Medina, qui a soutenu l'insurrection dès janvier 1994, demandait aussi, dans une conférence de presse, le retrait des troupes fédérales du Chiapas, la levée du mandat d'arrêt contre Marcos et les dirigeants de l'EZLN, la libération des prisonniers, le respect des droits de l'homme, de la Convention de Genève, l'accès à la zone occupée

pour la Croix-Rouge, le soutien aux membres de la Commission nationale de médiation (Conai) dont les vies sont menacées...

Le 25 mars, l'Etat français, par l'intermédiaire de sa police, répondait à sa façon à ces demandes : dans le cadre d'une journée internationale, le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, infatigable, avait décidé de mener une action symbolique devant l'ambassade du Mexique. Mais une quarantaine de flics (un car, trois camionnettes, quatre voitures et deux motards) interceptèrent, comme dans un polar, la camionnette où se trouvaient huit ami(e)s des zapatistes ; perquisition du véhicule, fouille, relevé d'identités... Laissés libres au bout d'une demi-heure, ils ont été menacés d'une nouvelle arrestation s'ils se rendaient à une manifestation et, bien sûr, suivis. L'ambassade était évidemment inapprochable, cernée par un déploiement policier digne de l'armée mexicaine.

Puisque nous en sommes au chapitre de la position de l'Etat français (qui vend ses blindés au Mexique), il faut rappeler un fait qui a eu peu d'écho ici : le 20 février, une famille mexicaine a cherché protection et asile au consulat de France à Mexico, en vain. Le consul, François Bouchte, les découragea, au bout de quatre jours, en leur expliquant que la France ne pouvait leur accorder l'asile puisqu'il n'existait pas au Mexique d'« état de guerre, de persécution ou un problème global ».

Il faut maintenant reparler de cette étrange Alliance zapatiste de libération sociale (AZLS) dont l'un des membres était intervenu de façon grossière à l'encontre de Bobby Castillo (traité d'« Indien de service »). Elle organisait, le 26 mars, une sorte de Zapathon, « Douze heures pour le Chiapas », au cinéma La Clef (entrée à 150 F, nourriture comprise, pour la journée de projections vidéo). D'après leur manifeste, il semblerait que la « libération sociale » ait trouvé sa nouvelle avant-garde et le zapatisme universel son prophète (il s'agit d'un journaliste) à Paris. Le programme, l'organisation, le drapeau... tout est prêt ! Il ne manque que les masses, mais elles ne tarderont sûrement pas à rejoindre leurs nouveaux libérateurs,

sombres héros de la jungle médiatico-gauchiste parisienne. On n'attend plus que de voir défilier ces témoins de Zapata, en bon ordre, à côté du Parti humaniste. Pour plus de sécurité, et malgré le repas et le bar, l'alcool était banni, on nous souhaitait la « bienvenue au campement civil Aguascalientes » en nous demandant « de contribuer à une ambiance conviviale et solidaire en évitant les agressions verbales, les bousculades et conflits inutiles ». Quoi qu'il en soit : « Les organisateurs portent un badge ORGANISATION. Adressez-vous à l'une ou l'un d'entre eux pour tout problème que vous ne pourrez résoudre par vous-mêmes. » Et, bien sûr, « Organisez-vous ! Rejoignez-nous ! Adhérez... » Cœuvrons ensemble « à un projet politique de longue haleine, qui demandera des sacrifices et n'aura de succès que si nous le voulons toutes et tous »...

Le débat fut essentiellement un monologue du prophète zapatiste, la malheureuse assistance se levant quand il annonça qu'on pouvait encore tenir vingt minutes de plus. Ils auraient tout de même réuni quelques milliers de francs pour la Coordination des ONG pour la paix (Conpaz) au Chiapas.

Je ne sais pas s'il faut de tout pour faire un monde solidaire. Le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte continue son action, en liaison avec les collectifs de Barcelone et de Hambourg.

Ce que déclarait la *comandante* Ramona, fin février, reste vrai : « Au début, nous demandions démocratie, justice et dignité ; maintenant nous demandons aussi la paix. Nous nous sommes préparés pour le dialogue, pour cela nous voulons que l'armée retourne à ses casernes ; que les enfants, les femmes et les hommes qui se sont réfugiés dans les montagnes reviennent dans leurs communautés afin de continuer à travailler pour un futur meilleur. » ♦

BÉLIAL

(1) Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Tél/fax : (1) 43.72.09.54.

RENDEZ-VOUS

CÉRET (PYRÉNÉES-ORIENTALES)

Vendredi 14 avril, 20 h 30, salle de l'Entente (face au Syndicat d'Initiative), réunion publique anti-électorale organisée par le groupe Puig-Antich de Perpignan : « Les Anarchistes et les élections ».

DIJON

Les « Soirées du Père Peinard » présentent : — *L'Odyssée de M. Hervey*, par la compagnie théâtrale Ubac, de Marseille, le vendredi 14 avril, à 21 h, à la MJC des Grésilles (Dijon). Entrée : 30 F (20 F pour les adhérents de la MJC). — un concert, le samedi 15 avril, à 20 h 30, avec les Frères feuillus (chansons à boire et autres ballades irlandaises). Seront aussi de la fête, des musiciens venus d'Espagne. Le concert aura lieu au local anarchiste, 61, rue Jeannin, à Dijon. Entrée : 20 F. Renseignements au : 80.66.81.49.

DUNKERQUE

Le samedi 15 avril, à 19 h, dans le cadre du festival « Art et Anarchie », un concert avec Kochise, Schwartzeneggar, UFD et Hypnotik Gang aura lieu à la péniche Mosaique, quai au Hull. Entrée : 35 F.

POITIERS

Le vendredi 21 avril, à 20 h 30, le groupe Berkman de la Fédération anarchiste et le CARES vous convient à un concert de rock, à caractère anti-électoral : « C'est la

société qu'il faut changer ! », qui sera animé par Oxyrius (Poitiers), Abdomen (Poitiers) et Kochise (Paris). Ce concert aura lieu au Garage à vélo, sur le campus universitaire. Entrée : 30 F.

Permanence du groupe : mercredi de 16 h à 19 h, impasse des Communaux (rue Cornet) à Poitiers. Groupe Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.

PARIS

Les groupes du 19^e arr. de la FA organisent une conférence-débat sur le thème : « Les Médias et le contrôle social », le vendredi 21 avril, à 20 h, à « L'Usine », 102, boulevard de la Villette (M^e Belleville ou Colonel-Fabien), 75019 Paris.

GRENOBLE

Le groupe Jules-Vallès de la FA tient une permanence chaque mercredi, de 15 h 30 à 17 h, au 102, rue d'Alembert, dans le local du CDESI. Pour ceux qui ne pourraient se déplacer le mercredi, ils peuvent le rejoindre lors de la permanence CNT et bibliothèque CDESI du samedi, entre 14 h 30 et 17 h.

NANCY

Le groupe Jean-Roger-Caussimon et la revue *l'Encre noire* changent d'adresse. Pour les contacter, écrire désormais au CARES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy.

AUTOCOLLANTS ANTI-ÉLECTORALISTES

Dans le cadre de la campagne en faveur de l'abstention révolutionnaire et libertaire, lors de l'élection présidentielle, la FA vient de retirer 8 des 14 autocollants anti-électoralistes initialement édités en février.

Prix : 0,50 F l'unité • 5 F les 20 exemplaires (+ 3,50 F de frais de port) • 10 F les 50 (+ 8 F) • 20 F les 100 (+ 16 F). Pas de panachage pour les paquets de 50 et 100 exemplaires.

A commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. (Chèque à l'ordre de Publico).

NORD

Sur le front des luttes

Le mois de mars a été fertile en initiatives en tout genre sur Lille. Ainsi, dans le cadre du soutien au Planning familial du Nord, plus que jamais menacé de fermeture, une manifestation et un meeting ont eu lieu. Peu de temps auparavant, à la faculté de Lille III,

quelques étudiant(e)s ont eu la bonne idée d'organiser un débat sur le féminisme. Dans cette optique de lutte contre l'exclusion, les étudiants s'étaient déjà vigoureusement mobilisés contre le rapport Laurent et la circulaire Sauvé-Marchand.

LA MOBILISATION pour le soutien au Planning familial du Nord est toujours d'actualité. Et samedi 25 mars, c'est un millier de personnes qui ont déambulé dans les rues de Lille pour exiger son maintien. Peu d'organisations politiques, quelques militants pour tenir la banderole du PC (PS et Mouvement des jeunes socialistes étaient plus discrets), quelques syndicats : la CGT, la CFDT et surtout la CNT. Le cortège libertaire a rassemblé le plus grand nombre de manifestants, essentiellement des jeunes, entre les banderoles de la CNT et de la fédération anarchiste. Les militants de Basta ! (1) et des Flamands Roses (2) n'étaient pas très loin. Bref, tout cela a donné une manifestation jeune, gaie, aux slogans tonitruants : « A bas la calotte, vive les capotes gratuites ! » ou « Avortement, contraception... libres et gratuits ! ». On pouvait voir ça et là quelques autocollants de propagande du Conseil général joyeusement détournés en « Avortons le Conseil général ».

A partir de 18 h, ce même samedi, les manifestants et autres défenseurs des droits des femmes étaient attendus pour un meeting de soutien au Planning promettant musique et prises de parole, un peu à la mode CADAC (3). On peut déplorer le manque de participants ayant assisté à la soirée. En effet, une centaine de personnes sont passées. On pouvait espérer mieux. D'autant que le moment n'est pas au relâchement puisque l'échéance du 6 avril est arrivée ; date à laquelle le tribunal de commerce de Lille a dû définitivement statuer, sans report possible, sur la mise en liquidation du Planning. Pour l'heure, le Conseil général ne bouge pas d'un pouce et maintient son désengagement dans le financement du Planning. Il pousse dans ce sens le Planning à rechercher d'autres financements, aux niveaux municipal et national. Docilement, le conseil



d'administration du Planning a œuvré dans ce sens, et, à ce jour, quelques communes du Nord (Valenciennes, Lille, Maubeuge...) ont promis qui des locaux, qui des subventions... A l'approche des élections municipales, ça peut toujours servir. Mais il manque toujours environ 800 000 F de subventions annuelles du Conseil général pour que le Planning du Nord fonctionne normalement. Restons mobilisés, donc !

Toujours dans le cadre de la mobilisation pour les droits des femmes, une poignée d'étudiant(e)s ont souhaité organiser, avec le soutien du Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux et du groupe Humeurs Noires de la FA, le 13 mars dernier, un débat sur l'histoire des mouvements féministes dans la superbe salle de cinéma de l'université de Lille III.

Peu ou prou, c'est une centaine de personnes qui sont venues assister, entre deux cours, à tout ou partie de ce débat, animé par Roline de l'association « Du Côté des Femmes », Ghislaine de la CFDT et des Cahiers du féminisme, Frédérique du Planning familial du Nord et Nadia de la CADAC.

Au-delà de l'histoire du mouvement féministe, bien d'autres thèmes ont été abordés : les violences conjugales et/ou sexuelles, la place de la femme dans le monde du travail, la montée des intégrismes religieux qu'ils soient chrétiens ou musulmans, les commandos anti-IVG, mais aussi les revendications homosexuelles, la répression des démocrates et des femmes en Algérie.

On a également parlé de la nécessité d'une approche masculiniste des luttes anti-sexistes. Réfléchir sur la condition féminine implique

évidemment de se pencher sur les schémas que la société impose à l'homme : sois fort, viril et tais-toi !

En guise de conclusion, les personnes présentes sont tombées d'accord pour dire que les luttes dites féministes devaient jouer de plus en plus la carte de la mixité et tenter, chaque fois que cela était possible, de globaliser cette lutte spécifique sans pour autant lui ôter son contenu propre.

Désormais, souhaitons à l'instar des organisateurs de cette rencontre que d'autres étudiant(e)s prendront l'initiative de proposer d'autres débats sur d'autres thèmes afin de créer de nouveaux espaces de paroles et/ou d'actions sur les facultés de la région.

Tantôt encensé ou conspué, le milieu étudiant laisse rarement indifférent. Selon les uns, ce serait un troupeau atteint d'immobilisme aigu ; selon les autres, un ramassis d'agitateurs ne jurant que par Mai 68. Sans parler de juste milieu — laissons cela aux démocrates —, la vérité est sans doute moins caricaturale. D'une année pour l'autre, l'ambiance d'une université peut changer du tout au tout. Ainsi, l'an dernier les étudiants lillois s'étaient signalés sinon par leur absence du moins par leur faible mobilisation durant le mouvement anti-CIP, alors que les lycéens avaient été très actifs. Face au rapport Laurent, la tendance s'est inversée. Certes, certains étudiants d'aujourd'hui étaient les « anticipateurs » d'hier et, de plus, il est vrai que ce sont surtout ceux qui préparent un DUT qui ont été le moteur de la riposte aux provocations du « groupe de réflexion sur l'avenir de l'enseignement supérieur ».

Il n'empêche, voilà longtemps que l'on avait vu sur le campus des assemblées générales de 600 personnes ! Même si après la manifestation unitaire de février dernier (voir le Monde libertaire n°s 989 et 990), qui a réuni, rappelons-le, 2 500 personnes, le mouvement s'est essouffé, force est de constater que les étudiants lillois sont sortis pour un temps de leur léthargie habituelle. Bien sûr, nous sommes encore loin de la pêche des facultés de Rennes, Besançon ou Paris pour ne citer qu'elles, mais c'est un bon début !

D'ores et déjà, à l'appel de diverses organisations politiques et syndicales, et d'associations antiracistes, une assemblée générale d'information sur la situation des étudiants étrangers s'est tenue sur Lille III. En effet, à l'heure actuelle, sous le tir croisé de la circulaire Sauvé-Marchand votée durant le règne des socialistes et des lois Pasqua, ce sont des dizaines d'entre eux qui sont menacés ou sur le point d'être expulsés du territoire du pays « des droits de l'homme ».

Une pétition circule, plusieurs manifestations ont eu ou auront lieu.

Le Réseau contre les lois Pasqua et contre toutes les lois anti-immigrés (4) organise, le 15 avril prochain, une marche contre le centre de rétention de Lesquin, qui débutera à 14 h 30, place Jean-Baptiste-Lebas à Lille.

Espérons que tous ceux et toutes celles qui ont voté l'élargissement des revendications étudiantes à l'abrogation inconditionnelle de la circulaire Sauvé-Marchand (instaurant un véritable droit de regard de la Préfecture sur le « sérieux des études » (sic) de nos amis de nationalités étrangères) sauront restés mobilisés !

THERÈSE et CHRISTOPHE
(gr. Humeurs Noires - Lille)

(1) Groupe du réseau No Pasaran !
(2) Groupe gay et lesbien.
(3) Coordonnateur nationale des associations d'agitateurs ne jurant que par Mai 68. Sans parler de juste milieu — laissons cela aux démocrates —, la vérité est sans doute moins caricaturale. D'une année pour l'autre, l'ambiance d'une université peut changer du tout au tout. Ainsi, l'an dernier les étudiants lillois s'étaient signalés sinon par leur absence du moins par leur faible mobilisation durant le mouvement anti-CIP, alors que les lycéens avaient été très actifs. Face au rapport Laurent, la tendance s'est inversée. Certes, certains étudiants d'aujourd'hui étaient les « anticipateurs » d'hier et, de plus, il est vrai que ce sont surtout ceux qui préparent un DUT qui ont été le moteur de la riposte aux provocations du « groupe de réflexion sur l'avenir de l'enseignement supérieur ».

(4) MRAP, LDH, SOS-Racisme, CFDT (Lille), Jeunesse ouvrière chrétienne, Fédération des conseils de parents d'élèves, Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux, ASIEF, Texture, PCF, MJCF, MJS, LCR, AREV, ADS, Les Verts, les Flamands Roses, Groupe Humeurs Noires de la FA, Union des étudiants communistes, MDMF, Du côté des femmes, Collectif pour la démocratie en Algérie, AC I CNT-AIT, Collectif Rwanda (Lille), UNEF.

Le 10 décembre 1994, ce réseau, à l'occasion de la Journée internationale des Droits de l'Homme, mettrait au jour lors d'une réunion publique l'application des lois Pasqua et leurs conséquences tant au niveau du droit que de leurs conséquences sur la vie des étrangers en France. La réunion entendit une centaine de personnes venues témoigner publiquement, mais anonymement en raison de leur situation irrégulière, des atteintes à leurs droits fondamentaux. Suite à cette réunion, il a été décidé de publier une brochure reprenant les témoignages les plus significatifs ainsi que les informations et les analyses du réseau sur les lois Pasqua (restriction du droit à vivre en famille et du droit d'asile...), le nouveau Code de la nationalité, les contrôles au faciès, mais aussi les centres de rétentions remis au (dé)gout du jour par les gouvernements socialistes et la circulaire Sauvé-Marchand pondue par les mêmes socialistes.

Cette brochure est vendue 10 F (plus frais de port) auprès du Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (tél. : 20.47.62.65.) ou auprès du Réseau contre les lois Pasqua et contre toutes les lois anti-immigrés c/o MRAP, Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet, 59 000 Lille (tél. : 20.52.12.02).

Pour
le Monde libertaire,
un soutien efficace :
l'abonnement !

Lille : 3^e édition du festival « Art et Anarchie »

(sans subvention ni publicité)

• 13 avril - 19 h : concert ragga avec Les Zarmazones, Hypnotik Gang, peinture collective avec Faoud, Gabriel. Salle Imagine, 23, rue Alsace-Lorraine, Saint-André. 30 F.

• 14 avril - 20 h 30 : adaptation en théâtre d'ombres de la bande dessinée sur Benoît Brouchoux, par Le Fil à la Patte. Maison de quartier du Vieux-Lille, 24, rue des archives (métro Rihour). 20 F.

• 15 avril - 15 h : conférence : « Le roman noir », avec Gérard Delleil, Jean-François Vilar, Jean-Bernard Pouy et, sous réserve, Didier Daeninckx ; bourse aux livres subversifs (neufs et d'occasion) et table de presse. Mairie annexe du Vieux-Lille, place Louise-de-Bettignies (métro Rihour).

• 15 avril - 19 h : concert Kochise, Schwartzeneggar, UFD, Hypnotik Gang. Péniche Mosaïque, quai au Hull, à Dunkerque. 35 F.

APPEL AU SOUTIEN FINANCIER — Sans subvention ni publicité, difficile d'éviter le déficit, aussi, les frais engagés dépassant les recettes, le collectif « Art et Anarchie » lance un appel au soutien financier. Vos dons sont donc les bienvenus. Adressez-les au Collectif Festival « Art et Anarchie », c/o Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59270 Mons-en-Barœul. Les chèques sont à libeller à l'ordre d'Humeurs Noires (avec, au dos, la mention « Art et Anarchie »).

DROIT D'ASILE

« Une manifestation = des voix aux élections »

dicton social-démocrate

« Ils sont venus, ils sont tous là ! ». Cet air bien connu aurait pu être chanté le samedi 25 mars. 3 500 personnes s'étaient en effet déplacées de tout l'Hexagone pour protester contre la « politique restrictive » du gouvernement français concernant la délivrance de visas pour les algérien(ne)s. Près de 200 organisations, syndicats, mouvements divers étaient représentés. Pensez-vous, à un mois du premier tour de l'élection présidentielle, il valait mieux être présent !

SOS-Racisme, CGT, CFTD, LCR, LO, LDH, Les Verts, PCF, des personnalités du PS, quelques « intellectuels » (comme nous aimons bien ce terme !) ont donc manifesté gentiment, sans faire trop de bruit ni déranger personne et surtout, sans se poser trop de questions du genre : « Est-ce que ça me pose un problème de manifester avec des gens du PS qui ont, en deux septennats, réduit le droit d'asile à une peau de chagrin ? » ou encore : « Le fait que le PS et le PCF soutiennent des mairies faisant obstruction à la célébration de mariages mixtes ou entassent des populations immigrées dans des cités-ghettos, me pose-t-il de graves cas de conscience ? » (1).

Bref, une vraie manifestation pré-électorale, traine-savate, typique de la tendance du mouvement (à classer dans la catégorie « étudiantpaskasseur ». Pourtant,

ça valait quand même la peine de gueuler, merde ! Depuis trois ans, plusieurs dizaines de milliers de morts, des hommes, des femmes, des enfants — et pas seulement des intellectuels ! (n'en déplaise au CISIA, persécuté(e)s, torturé(e)s pour des idées, des apparences ; des écoles détruites par incendie... Et la France qui accorde huit fois moins de visas qu'en 1989 ! (Schengen, nous voilà !)

Les libertaires étaient hélas trop peu présents (FA, OCL, No Pasaran, Précaires et Solidaires nantais(e)s...), pour insuffler un rien de dynamisme à ce cortège morbide (2). Cortège qui s'est dissous vers 17 h 30 devant la Préfecture, avant de se précipiter à la grande braderie annuelle qui avait lieu ce jour à Nantes. A croire que l'on consomme les manifés comme tout autre produit !... Ah, misère de social-démocratie ! ♦

GRUPE MILLY-WITKOP (Nantes)

(1) C'est le cas de Charles Gautier, maire socialiste de Saint-Herblain (banlieue de Nantes) qui s'opposa à plusieurs mariages mixtes sur sa commune, en 1994.

(2) Notons, pour l'anecdote, que seul le zèle la Maison Poulaga empêcha qu'une banderole vindicative ne rappelle aux manifestants à la mémoire courte que les années Mitterrand furent celles de la mort du droit d'asile...

UN NOUVEAU SQUATT NANTAIS

Des nouvelles du « Courtois »

Comme nous l'indiquions dans un ML précédent, un squatt politique s'est ouvert sur Nantes, début février, à l'initiative du Comité Précaire et Solidaires nantais(e)s. Près de deux mois se sont écoulés maintenant... Il est temps donc de dresser un premier bilan.

Il y a peu de chances qu'un jour Monseigneur Gaillot, l'abbé Pierre ou un acteur quelconque abonné du « caritatif-système » ne pointent, qui sa robe de bure, qui sa bonne conscience de multimillionnaire, au 10 rue de Bitche ; aucun dévoué bureaucrate du Parti socialiste ne viendra y faire ses ablutions pré-électorales, il y serait mal reçu ; aucun recomposé d'une gauche déconfitée ne s'y est encore risqué... Que DAL ! (pardonnez le jeu de mots !). Les occupant(e)s du squatt et ceux/celles qui les soutiennent ne mangent pas du pain de la charité chrétienne et du star-system médiatique, le drapeau noir et le drapeau breton multicolore (symbole d'une Bretagne pluriculturelle, débarrassée de la gangrène raciste) sont là pour en attester. Et puis il y a le nom, « Le Courtois », hommage en forme de provocation à ce braqueur nantais qui, en 1986, avec deux complices, pris en otages ses juges et la salle entière et fit un violent réquisitoire de l'univers carcéral et du capitalisme.

Souhaiteraient-ils ainsi se « couper des gens » (comme le disent ceux qui ne pensent qu'à « contrôler les gens » ? Non. « Le Courtois » n'a pas été pensé comme un simple lieu de vie pour personnes sans logement. Il se veut lieu de rencontres, lieu



« Mitterrand n° 39 », Janvier-mars 1996.

d'animations : lieu éminemment politique dans lequel celles et ceux qui ne se satisfont pas de ce monde et qui veulent le changement peuvent converger, faire connaissance, faire émerger des projets collectifs, vivre une alternative et des solidarités concrètes. Chaque semaine, plusieurs dizaines de personnes s'y retrouvent pour suivre l'évolution du squatt, y donner des cours gratuits de breton, d'esperanto, d'anglais ; chaque mercredi, à 12 h 30, pour 10 F, la cantine végétarienne sert une trentaine de couverts... Bref, une vraie maison de quartier autogérée, dont le programme d'agitations ne demande qu'à s'étoffer !

Et des « gens », il en passe chaque semaine : des militant(e)s politiques et associatifs bien sûr, mais aussi des voisin(e)s, des artistes qui occupent légalement des immeubles proches en accord avec la Mairie. La presse (*Ouest-France*, mais également le calamiteux *Evénement du jeudi*) et la sacro-sainte télé (FR3, M6) ont même fini par trouver l'endroit au bout d'un mois !

Reste que tout, bien sûr, n'est pas rose ! Si le propriétaire, membre du

conseil d'administration d'un centre d'hébergement pour SDF n'a, logiquement, rien fait pour évacuer les squatters, l'EDF s'est empressée de couper l'électricité ! Quant à la Mairie, future propriétaire du lieu, elle traîne les pieds à recevoir le Collectif des occupant(e)s, tout en ayant conscience des vagues que provoqueraient un rassemblement de squatters mécontents sous ses murs, à quelques semaines des élections !

L'enjeu, pour l'heure, est donc de construire un rapport de forces qui permette la légalisation du squatt... brèche intéressante pour toutes celles et tous ceux qui, sur Nantes et ailleurs, galèrent dans des trous à rat hors de prix, alors que des espaces immenses, désertés et en état d'attente d'être démolis par les mains si sociales des promoteurs immobiliers. ♦

PATSY (gr. Milly-Witkop - Nantes)

N.B. : pour contacter « Le Courtois », écrire à l'adresse suivante : Collectif des occupant(e)s, 10, rue de Bitche, 44000 Nantes. Contactez aussi « Le Local », 16, rue Sanlecque (tél. : 40.48.49.56) le mardi et le vendredi, en soirée. « Le Local » est le lieu de domiciliation du Comité Précaires et Solidaires nantais(e)s.

PARUTIONS

PRESSE

le n° 20 de *l'Encre Noire* est paru. C'est un journal publié par le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy, la liaison de la Haute-Marne et des individuels. Le numéro est disponible contre trois timbres à 2,80 F, en écrivant au CRES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy.

BROCHURE

Les éditions Décembre du groupe Nestor-Makhno de la FA (groupe de Saint-Etienne) viennent de publier une brochure intitulée *Du fascisme au post-fascisme. Mythes et réalités de la menace fasciste, éléments*

d'analyse. 30 pages. Format B5. Prix : 20 F (frais de port inclus).

En vente auprès du groupe Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne. Chèque à libeller à l'ordre du CESS.

PRESSE

Le n° 39 (mars 95) de *Infos et Analyses libertaires*, revue de l'Union régionale Sud-Ouest de la FA, vient de paraître. Il coûte 15 F (24 pages). Abonnement (pour 3-4 numéros) : 75 F (port compris). Chèque à l'ordre du CES. Pour se procurer *Infos et Analyses libertaires*, écrivez au CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

Associations

SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT : MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX INSOUIS BASQUES

Le collectif antimilitariste basque MAIA vous invite à vous rendre nombreux une manifestation de solidarité (qui se veut nationale), avec les insoumis et les objecteurs-déserteurs du Pays basque-Nord, qui se tiendra à Saint-Jean-Pied-de-Port le samedi 15 avril, à partir de 17 h 30.

THONVILLE : LES T-SHIRTS DU CALM

Le Collectif d'actions libertaires multilatérales (CALM) va éditer deux T-shirts : « Vivons notre sexualité comme nous le désirons ! » et « Halte au racisme ». Pour le second, le CALM souhaiterait que le slogan soit inscrit

en plusieurs langues. Les traductions sont bienvenues.

Par ailleurs, le CALM est sur Radio Beffroi (95.2 FM), qui couvre la région Metz-Thionville (voire Longwy et Luxembourg), le mercredi, à partir de 19 h, dans le cadre de l'émission libertaire « Antidote ».

CALM, BP 281, 57108 Thionville cedex.

LE HAVRE : LES PERMANENCES DU GROUPE JULES-DURAND

Le groupe anarchiste Jules-Durand tient ses permanences dans les locaux du *Libertaire*, 25, rue Dumé-d'Aplemont, au Havre, chaque mardi, jeudi et samedi, de 15 h à 19 h. Des services bibliothèque et de librairie sont assurés.

LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS CORSES (STC) A L'HEURE DES PROMESSES BALLADURIENNES

— Il y a trois semaines, nous titrons sur la Corse, à propos des conflits sociaux en cours. Dans son article, « En Corse, l'Etat recule », Fred Antoni indiquait que le Syndicat des travailleurs corses (STC) prévoyait de perturber la campagne présidentielle, dans l'attente de sa reconnaissance officielle.

Afin d'assurer le calme de la visite d'Edouard Balladur dans l'île, il a été déclaré que la question de la reconnaissance du STC serait abordée lors de la session d'octobre de l'Assemblée nationale, ceci au travers d'une proposition de loi présentée par les parlementaires corses.

Info : Fred Antoni

SOMMAIRE

Page 1 : Les divers calibres du tir aux pigeons (suite P. 3).

Page 2 : Les manœuvres d'un maire apportent de l'eau au moulin abstentionniste.

Page 3 : Les divers calibres du tir aux pigeons (suite de la « une »), Triste sire, A la petite semaine : Anniversaire.

Page 4 : Los Arenalejos (écologie sociale), Italie : répression en vallée de la Bormida.

Page 5 : Solidarité avec le peuple

de Timor-Oriental, Pour un système de communication anarchiste international par réseau informatique.

Page 6 : De la situation au Chiapas et de la solidarité, Rendez-vous FA. Page 7 : Sur le front des luttes, La 3^e édition du Festival « Art et Anarchie » de Lille.

Page 8 : « Une manifestation = des voix aux élections », Des nouvelles du « Courtois », Brève corse, Parutions FA, Associations.